

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

ABONNEMENTS (du 1^{er} ou du 16 de chaque mois)
France: Un An: 35 fr. - 6 Mois: 18 fr. - 3 Mois: 10 fr.
Etranger: Un An: 70 fr. - 6 Mois: 36 fr. - 3 Mois: 20 fr.
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » (NAPOLEON)

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

Adresser toute la correspondance
à L'ADMINISTRATEUR D'Excelsior
88, avenue des Champs-Élysées, PARIS
Téléph. : WAGRAM 57-44, 57-45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS

LE PORTEFAIX KURDE



Dans les rues de Constantinople on voit circuler des portefaix kurdes qui ploient sous les charges énormes dont ils sont accablés par les

Allemands. La mise en servitude de ces Orientaux s'exprime en cette image comme un frappant symbole de leur dure dépendance.

La reine Wilhelmine visite les inondés



Dans des villes hollandaises éprouvées par une inondation, la reine de Hollande (X) est allée visiter les sinistrés.

La reine Marguerite et la Croix-Rouge



S. M. la reine Marguerite sortant de l'Exposition de la Croix-Rouge félicite vivement les organisateurs.

A chacun son métier...

A maintes reprises, il y a eu lieu de constater les regrettables répercussions produites dans le domaine des transactions économiques, par les erreurs et les fautes inhérentes à l'incompétence d'officiers d'administration, dont pourtant la bonne foi ni les intentions ne sauraient être mises en suspicion.

Cela tenait à ce que la même personne était appelée à se prononcer sur l'achat d'articles divers, sur la valeur desquels elle n'avait que des données vagues et insuffisantes.

Grâce à l'heureuse initiative de M. Joseph Thierry, sous-secrétaire d'Etat à l'Intendance et au Ravitaillement, des comités consultatifs économiques, composés de commerçants, d'industriels, d'agriculteurs, représentant les diverses branches de la production et de l'activité, commencent à fonctionner dans certaines de nos régions militaires, tandis que d'autres sont en voie de constitution.

Il est permis d'espérer qu'une telle innovation, en faisant appel, concernant les achats nécessaires à l'existence du pays et de son armée, aux conseils éclairés de gens de métier, assurera un emploi plus judicieux des deniers publics en même temps qu'elle contribuera puissamment à résoudre, ou tout au moins à atténuer la crise de la vie chère, si préjudiciable à tous, et plus particulièrement aux pauvres et aux humbles.

Mais il y a là plus et mieux qu'un expédient, destiné à parer aux dures nécessités d'une heure que les circonstances rendent exceptionnellement grave et tragique.

Devant les inappréciables avantages qui en devront logiquement être la conséquence, ce précédent ne peut manquer d'être suivi, dans l'avenir, et d'entraîner la participation effective des compétences professionnelles et techniques aux conseils de la nation, d'autant que c'est le seul moyen d'amener l'utilisation rationnelle et coordonnée de toutes les précieuses ressources dont nous disposons, en vue de la plus grande prospérité du pays.

Il s'agit, en l'espèce, d'une véritable révolution à opérer dans un régime administratif dont M. Charles Benoist a pu dire à la Chambre, avec juste raison, il faut, hélas ! le reconnaître, qu'il est inspiré d'une maxime, appliquée depuis de nombreuses années, qui se traduit ainsi : *n'importe qui étant bon pour n'importe quoi, on peut, n'importe quand, le mettre n'importe où.*

Une réforme aussi considérable, une telle modification des méthodes en usage, à l'heure actuelle, ne peut ni ne doit être improvisée du jour au lendemain ; aussi y a-t-il lieu d'envisager dès maintenant sur quelles bases et dans quelles conditions elle se pourrait opérer pour donner le maximum d'effets heureux.

Le point essentiel consiste en ce que les gens appelés à se prononcer sur toutes les questions intéressant un métier déterminé ne soient pas nommés au petit bonheur, par les soins de bureaux incapables, par définition, de juger sagement de leurs aptitudes professionnelles et de leurs connaissances techniques.

Il importe, au contraire, qu'ils soient bien réellement choisis parmi l'élite de leur corporation, et désignés par les suffrages de leurs pairs, dont ils recevront ainsi le mandat de défendre les intérêts particuliers communs, solidement avec l'intérêt national.

Malheureusement, en dépit des apparences, et malgré l'existence de certaines chambres syndicales florissantes, l'organisation corporative est encore chez nous à l'état presque rudimentaire, et l'essor des mouvements nombreux, tentés de divers côtés pour la développer et la perfectionner, a presque toujours été enrayé par de regrettables conflits, surgis des excès d'une concurrence aveugle.

Divisés par des questions de boutique, commerçants, industriels, agriculteurs, ont perdu de vue cette vérité que l'union fait la force, et c'est en grande partie au fait qu'ils sont restés chacun isolé, et par conséquent incapable d'intervenir utilement, qu'ils ont dû d'être laissés à l'écart des affaires publiques.

Désormais, cela doit changer. Il faut que les groupements corporatifs solidement établis, et réunissant la totalité des éléments actifs de chaque profession, constituent des bases solides, sur lesquelles pourra reposer l'édifice social et national.

Il faut que les producteurs de tous ordres puissent, pour le plus grand bien de la nation, apporter à la direction du pays l'appui et le concours de leur activité, de leurs connaissances, de leurs aptitudes, de leur expérience.

Il faut que la collaboration étroite de tous les facteurs de l'existence nationale : administration, commerce, industrie, agriculture, assure la renaissance nationale, source de toute prospérité, pour le pays et pour les individus.

Em.-A. Fourmond.

Ce que l'on dit

En attendant...

Cette guerre est immense; et pourtant, quand elle aura pris fin, il se passera peut-être des choses plus immenses encore.

Quoi qu'il arrive, l'Europe ne se ressemblera plus. Quoi qu'il arrive, l'entente des Alliés sera forcée de se prolonger. La conférence internationale qui va bientôt réunir à Paris les délégués politiques et militaires de ceux-ci n'est vraisemblablement que la première d'une longue série. Il faudra s'accorder sur les conditions de la paix après s'être accordé sur les conditions de la guerre, puis veiller sur l'exécution du traité, enfin conclure une série de conventions douanières dont l'application exigera d'autres conférences.

Ce sera sans doute le bouleversement de l'ancien droit international public, selon lequel chaque Etat est absolument autonome, absolument souverain dans la limite de ses frontières; les Etats, sous la pression des nécessités politiques et commerciales, en viendront à renoncer à une partie de cette autonomie et de cette souveraineté; ils se reconnaîtront interdépendants: M. de Metternich, dont les principes, absolument opposés, régissaient le monde depuis un siècle, en frémira dans son sépulchre.

Mais le bouleversement aura sans doute également une action profonde sur la politique intérieure de notre pays. On se trouvera en présence de si grands intérêts extérieurs qu'il faudra restituer à l'exécutif la force qu'il avait perdue, et les représentants de la volonté populaire eux-mêmes auront autre chose à faire que les commissions de leurs électeurs: il y aura davantage en jeu.

Ce sera une trop grande évolution pour qu'elle ne se fasse pas sans à-coup; il y aura des élus et même des électeurs qui s'y habitueront mal. Mais tout porte à croire qu'elle s'accomplira tout de même.

Pierre Mille.

C'est... quelque part à Paris, et en cet endroit-là on rassemble de tous les points du front les casques bourguignottes qui, touchés par les balles ennemies, ont besoin de réparation. Certains ne sont que brutalement bosselés. D'autres, hélas ! sont troués de part en part. Hier, un des magasiniers préposés à ce service sent au fond du casque, sous la coiffe d'étoffe, quelques papiers. Il les sort de leur cachette et les parcourt des yeux. Se sont des lettres, de douces et chères et tendres lettres écrites par une maman française...

Cependant, l'aspect du casque, certaine rouille sombre qui est du sang, prouvent assez que le porteur de cette coiffure n'est plus de ce monde. « Tu me reviendras, mon enfant, je le sais, après la grande guerre. Je le sais. Je l'ai trop demandé à Dieu pour qu'il n'exauce pas ma prière. »

L'homme, ému aux larmes, tourne les pauvres papiers entre ses doigts. Il y a une enveloppe et l'adresse de la maman.

Les lettres retourneront là-bas, au village, tachées d'un sang glorieux...

Le règlement des rations est à la base de toute l'administration de l'intendance. Hommes et chevaux ont des appétits mesurés suivant le grade et la fonction.

Et lorsque M. Paul Gavault était intendant militaire avant d'opter pour la surintendance de l'Odéon, nul mieux que lui ne savait faire, sur l'importance de la ration, des conférences aux candidats attachés de 2^e classe à l'intendance.

— Quelle est la ration d'un cheval de gendarme à la prévôté d'une armée ? interrogeait M. Paul Gavault.

Et ses auditeurs demeuraient cois. Mais, réglant la question générale des rations, un décret vient de modifier le tableau n° 2 annexé à la décision présidentielle du 16 mai 1894, fixant le nombre des rations de vivres à attribuer aux officiers et hommes de troupe.

Les généraux commandant une armée ont droit à six rations, les généraux commandant un corps d'armée à quatre, les généraux de division et de brigade à trois, les officiers supérieurs à deux et demie, les capitaines à deux, les lieutenants à une et demie, les sous-officiers et les soldats à une.

Proportionnellement, le général Joffre doit avoir au moins droit à vingt rations. Et c'est fort heureux, car voyez-vous que le général Douglas Haig, par exemple, lui arrive vers midi, à l'improviste, et qu'il n'ait qu'une boîte de singe, un quart de vin et quatre biscuits à partager avec lui pour déjeuner...

Un fournisseur aux armées — plus habile que scrupuleux — vient d'acheter en Touraine un magnifique château. Il y conviait récemment la société la plus choisie, et deux académiciens, ainsi qu'une grande actrice, se rendirent à cette réception, poussés par la curiosité. Or, l'amphitryon se montra si arrogant et fit parade avec si peu de tact de sa fortune nouvelle que quelques-uns de ses hôtes résolurent de lui donner une leçon. L'occasion se présenta bientôt. Dans le hall, au théâtral décor, le fournisseur aux armées avait fait placer un livre où chaque invité de marque était prié d'écrire une pensée...

L'un des académiciens traça lentement les mots suivants :

« Que nous nous pardonnons aisément nos fautes quand la fortune nous les pardonne ! »

Le second académicien, qui, sous l'habit vert à palmes, est resté gavroche, griffonna ce proverbe, un peu remanié à l'usage des fournisseurs fripons :

— Pierre qui « roule »
Amasse mousse !

Quant à l'actrice, elle parut réfléchir, mordilla sa plume, puis traça ces mots :

— L'or est comme une femme. On n'y saurait toucher, Que le cœur, par amour, ne s'y laisse attacher !

... Le plus joli c'est que le fournisseur aux armées lut sans sourciller — et sans comprendre — les phrases lapidaires inscrites sur son « livre d'or » !

Où, quelle sera la mode après la guerre ?

Voilà bien une grave question.

Sévère, disent les uns, afin qu'il n'y ait pas de contraste scandaleux entre les costumes de deuil et les autres.

Frivole, disent ceux qui ne sont pas du même avis : on aura épuisé tout son sérieux, après la guerre, et une large détente se produira. Cela est historique : sans remonter jusqu'à l'antiquité qui pourrait nous donner de nombreux exemples, rappelez-vous seulement le Directoire, première période de calme après la Révolution et les révolutions.

Mais là n'est pas la question précise : frivole ou sévère, comment la mode sera-t-elle interprétée ?

Et voici les prédictions d'Excelsior : la crinoline revivra, la robe collante également. Mais la première sera transparente et laissera deviner la seconde. Et ce sera charmant.

Quant aux hommes ? Non, pas la vareuse ni le dolman qu'on aurait crus pratiques ; déjà, les officiers portent des vestes ouvertes, laissant voir la chemise, le col et la cravate, cela à l'instar de nos terribles amis les Anglais.

Et ils ne porteront plus les culottes, obligeant aux leggings qui donnent des fourmis dans les jambes. De l'air, de l'air partout.

Et réapparition de la moustache, à pointes, martiale, fantaisiste, à la française, saperlotte !...

Il existe, dans les commissariats de police, des secrétaires et employés divers plus amis des belles-lettres qu'on pourrait le croire généralement. L'un d'eux, poète à ses heures, a voué un culte à Verlaine. C'est lui qui est chargé d'établir les sauf-conduits des voyageurs à destination de la province et de l'étranger. Et, ainsi qu'il nous a été prouvé par un document qui nous est communiqué, ce fin lettré, ami des muses, n'est pas ennemi d'une douce fantaisie.

La semaine dernière, établissant un sauf-conduit pour l'Espagne, et détaillant le physique du postulant, qui, effectivement, ressemble beaucoup à l'auteur de Sagesse, il écrivit — après les mentions : yeux bleus, nez fortement camard, menton court, visage rond — dans la case signes particuliers : *Pourrait être pris pour Verlaine.*

Peut-être les gendarmes d'Hendaye, d'Irun et de Valladolid trouveront-ils là un utile renseignement pour identifier le touriste-sosie

Le Veilleur.

LA GUERRE RACONTÉE
PAR LES ÉCRIVAINS QUI LA FONT

Les trois robes

Impérissables sont les souvenirs de l'avalanche allemande au début de la guerre. Mais il n'est pas trop tard pour reparler de ceux que trop de modestie laissa dans l'ombre.

L'invasion déferla le 24 août 1914 dans Glonville, coquet petit bourg lorrain de 600 âmes, derrière Baccarat, galement situé à flanc de coteau. Les gens y vivaient heureux.

La présence d'un régiment prussien arrivé à la suite d'un violent bombardement a jeté l'émoi parmi toutes ces paisibles demeures où ne se trouvent plus que des femmes, des enfants et des vieillards.

Le colonel ennemi semble toutefois tenir ses hommes en main. Il daigne écouter les réclamations des habitants qui ont à se plaindre d'eux. Il veut que ce qui est pris soit payé. Même, il a sévi et il n'y a pas eu trop de dommage. Mais, hélas! il n'y a plus de pain. Le four est accaparé par les soldats. Il faut vivre de pommes de terre.

Aussi les soldats, qui n'aiment guère dépenser et n'osent chaparder, usent-ils d'un autre moyen, plus sûr. A la nuit tombée, à coups de revolver, ils essaient d'atteindre les poules qui traînent, prise succulente, qu'on ignorera.

Mais voici qu'une de ces balles, imprudente, va malencontreusement frapper un gros sergent qui passe. Catastrophe! Le colonel ne badine pas. Si le coupable est pris, c'est le conseil de guerre!

Qu'à cela ne tiennent! Les soldats qui étaient en faute déclarent très haut, tout simplement, que la balle qui tua le sergent est une balle française, tirée d'une fenêtre par un habitant.

L'état-major s'indigne. Immédiatement, derrière un roulement de tambour, une proclamation annonce :

« Si d'ici une heure le coupable ne s'est pas fait connaître, tout un quartier du village sera brûlé. »

L'ordre est impitoyable et la terreur bouleverse ces pauvres gens, bien innocents. Ils sont sûrs qu'aucun d'eux n'a tiré. Il n'y a plus d'armes au village et on a vu faire les chasseurs de poules. Impossible de protester pourtant. Ces brutes ne veulent rien entendre. Les minutes passent. Une heure, ce n'est pas long...

Alors, vers la maison du colonel, une ombre frêle se glisse, suivie d'une seconde, puis d'une autre encore : trois robes...

La première est Sœur Saint-Louis, de la doctrine chrétienne, la fille de la bouchère de Glonville, venue au pays soigner sa mère qui est très malade.

Depuis qu'on se bat, elle ne quitte pas non plus le chevet des blessés — français comme allemands. Elle est la douceur du village.

La seconde est Mlle Bousson, l'institutrice, une jolie jeune fille de vingt-cinq ans, qui n'a jamais cessé de faire sa classe aux enfants, même sous les obus.

La troisième robe est celle de l'abbé Thomas, vénérable prêtre à cheveux gris, depuis longtemps curé du village et qui n'a pas quitté son poste.

Tous trois veulent parler au colonel et celui-ci condescend à venir, hautain, sur le pas de sa porte.

D'un ton très calme, Sœur Saint-Louis explique : — Vous voulez une victime, monsieur, pour punir le village de ce qui s'est passé. Prenez ma vie. Mais ne brûlez pas de maisons.

Cela est dit très simplement.

Mais Mlle Bousson, l'institutrice, intervient : — La Sœur Saint-Louis est utile aux blessés, aux vôtres et aux nôtres. Prenez plutôt ma vie à moi.

Le colonel pâlit un peu, décontenancé par tant de courage. Puis, solennel, il déclare :

— Je ne veux pas faire couler le sang d'une Française.

— Mais je suis là aussi! intervient l'abbé Thomas. Mon sang n'est pas le sang d'une femme.

Devant ces trois dévouements, spontanés, l'officier hésite. Il finit par dire, gêné :

— On brûlera seulement deux masures, pour la forme, afin qu'il y ait une leçon...

Et, sur un signal, tout de suite, les incendiaires se mettent à l'œuvre.

Hélas! ce colonel a menti, car ce ne sont pas deux masures qui brûlent, ce sont dix-huit maisons, d'où les habitants n'ont le temps de rien emporter. L'une d'elles, où un blessé allemand, pourtant, est soigné, n'est même pas respectée... Et voilà dix-huit familles ruinées, sans asile...

Le temps a passé. Le curé Thomas a repris sa tâche de bonté. L'institutrice a continué sa classe. La Sœur Saint-Louis a donné à tous les malades ses soins sans compter. Même quand elle a un instant, elle aide à mener la boucherie qui n'a plus d'hommes. Besogne bien rude...

Le cantonnement continu des troupes françaises efface peu à peu le souvenir atroce des Allemands...

Henry de Forge.

M. Briand au milieu de ses collègues italiens



Notre correspondant de Rome nous fait parvenir cet intéressant document où l'on voit groupés autour de M. Briand (1) plusieurs membres du gouvernement italien. Ce sont : MM. Salandra (2), Martini, ministre des Colonies (3); Sonnino, ministre des Affaires étrangères (4), et Borsarelli, sous-secrétaire d'Etat (5). Cette photographie a été prise au moment où les ministres, hôtes ce jour-là de M. Salandra, quittaient la villa Borghese.

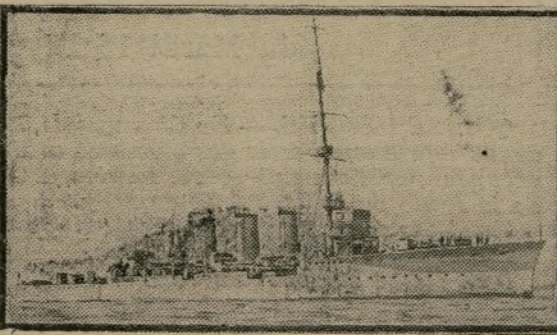
On n'est trahi que par les siens



La Berliner Illustrirte Zeitung joute à M. Carp, le leader des Roumains germanophiles, le mauvais tour de publier sa photographie.

Pourquoi ne la publions-nous pas, nous aussi?

Le croiseur anglais Arethusa



Nous publions en quatrième page des détails sur la perte du croiseur anglais Arethusa, que nous avons annoncée hier en Dernière Heure.

Quatre ministres italiens vont venir à Paris en mars

On télégraphie de Rome aux journaux de Milan :

Il se confirme que le président du Conseil italien, M. Salandra, viendra rendre à Paris la visite des ministres français à Rome, au cours du mois de mars.

Le président du Conseil italien serait accompagné de M. Barzilai, ministre sans portefeuille, du général Zuppelli, ministre de la Guerre, et de M. Daneo, ministre des Finances.

Un accusé allemand réclame des juges parisiens le moratorium de la justice

C'est un cas très curieux de jurisprudence en temps de guerre que soulevait, hier, devant la dixième chambre correctionnelle, présidée par M. Hubert du Puy, l'aventurier boche de grande envergure, Oscar Steinberg, soixante ans, originaire de Stettin, ville de Poméranie. Il est inculpé de complicité de détournement de succession par recel.

Installé à Paris depuis 1886, le Prussien Steinberg, qui se prétendait avocat-conseil, juriconsulte international agréé de l'ambassade d'Allemagne, avait été l'objet, quelques années avant la guerre, d'un arrêté d'expulsion, lequel avait été rapporté à la suite de certaines influences politiques.

En réalité Steinberg avait fondé 12, rue Lafayette, l'agence « Veritas et Probitas », où il brassait de multiples affaires qui lui valurent fréquemment des démêlés judiciaires. Il s'en tira toujours très habilement en bénéficiant à plusieurs reprises d'ordonnances de non-lieu.

Quand la guerre éclata, Steinberg accusé d'espionnage, obtint un non-lieu. Il fut expédié dans le camp de concentration du Conquet, près de Saint-Brieuc, d'où il s'efforça de se faire diriger sur la Suisse pour cause de maladie. Mais la plainte qui l'amène aujourd'hui devant la justice le fit écrouer à la prison de la Santé. Pour justifier la disparition d'une partie des fonds provenant de la vente de valeurs détournées d'un

Ayuntamiento de Madrid

succession, l'aventurier présenta une note d'honoraires s'élevant à plus de 23.000 francs.

Au début de l'audience Steinberg avait déposé des conclusions par lesquelles « malgré son grand respect et sa déférence pour la justice française, il se voit obligé de proposer et d'introduire un déclinatoire complet et absolu valable pendant toute la durée des hostilités... contre toute magistrature française tant assise que debout pour suspicion légitime *« ratione personae »* in bello germano-gallico ».

« Attendu que la cause est l'inimitié capitale de notoriété publique qui est, hélas! en ce moment, un devoir impérieux et patriotique de tout citoyen français contre les suspects ennemis belligérants, surtout les Allemands... »

Et il conclut :

« Voir dire que ce jugement de sursis sera exécutoire sur minute, nonobstant appel, dans l'intérêt d'une justice sereine, équitable et impartiale qui, à présent, est peut-être troublée par les sinistres événements et terribles catastrophes qui se déroulent dans toute l'Europe, en France et à Paris même. Et il demande sa mise en liberté immédiate pour se retirer en Suisse, s'engageant à comparaître devant la dixième chambre un mois après la paix. »

M^r Alexandre Zévaès, chargé par le bâtonnier de présenter la défense de Steinberg, a développé les conclusions déposées par son client, sans se préoccuper, dit-il, dans son désir de justice, de la nationalité de Steinberg.

Le tribunal a repoussé les prétentions de l'inculpé et, après lecture du réquisitoire et interrogatoire, la suite des débats est renvoyée à lundi prochain.

Retour de M. Albert Thomas

La collaboration industrielle de l'Italie avec les Alliés.

M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie, qui a prolongé de vingt-quatre heures son séjour en Italie pour visiter les usines de guerre de Gènes et de Turin, est rentré hier à Paris, accompagné du général Duménil, son adjoint pour l'artillerie lourde.

Arrivé à la gare de Lyon à 8 heures 30, le sous-secrétaire des Munitions s'est immédiatement fait conduire avenue des Champs-Élysées, au sous-secrétariat. Quelques instants plus tard, il assistait au Conseil des ministres.

M. Albert Thomas s'est naturellement montré très réservé dans ses déclarations à la presse. Il n'a, du moins, pas caché la très vive satisfaction que lui ont causée ses conversations avec son collègue italien, le général Dall'Olio, et l'accueil si cordial des villes où il est passé.

« Nous avions à examiner, a-t-il déclaré, comment nous pourrions mettre en commun nos ressources et nos moyens d'action, de la même façon que nous avons réussi à le faire avec M. Lloyd George et nos amis anglais. »

« Le général Dall'Olio, qui est un esprit net, un caractère bien trempé, m'a enchanté autant par sa détermination que par ses méthodes. Ce sera pour l'action commune des Alliés un bien précieux collaborateur : il est, en effet, convenu que dorénavant il prendra part aux conférences périodiques que nous devons tenir avec M. Lloyd George. La plus parfaite entente s'est déjà établie entre nous et nous nous sommes transmis immédiatement l'un à l'autre tous les renseignements utiles. »

« J'ai été aussi frappé du cœur avec lequel travaillent les ouvriers italiens, en particulier ceux de la région de Gènes : ils ont le sentiment de concourir directement à la victoire en ne ménageant ni leurs efforts, ni leur peine. »

Ce voyage constitue, en somme, un nouveau progrès dans la coordination des efforts des Alliés pour intensifier la production des armements.

« Tirons meilleur parti de notre maîtrise des mers »

Tel est le vœu des commerçants de Londres

Les négociants, industriels, banquiers de la Cité de Londres, se sont réunis hier en un grand meeting. Lord Devonport, président de l'administration du port de Londres, occupait le fauteuil présidentiel.

Parlant de la marine allemande, le président a dit : « La flotte britannique possède la maîtrise absolue des mers. La Grande-Bretagne tire-t-elle entièrement parti de cette maîtrise ou s'en sert-elle avec faiblesse? Si elle en use dans sa plénitude, l'Allemagne ne pourra pas continuer longtemps à résister; on nous donne à entendre qu'il en est ainsi. »

L'ordre du jour suivant a été voté :

« Envisageant avec une vive alarme la quantité énorme d'artillerie que l'ennemi reçoit par la mer du Nord, ce meeting invite le gouvernement à donner à notre flotte la liberté de faire un usage plus ample et plus efficace de notre puissance navale. »

Durazzo investi (?)

Les nouvelles qui nous arrivent d'Albanie sont confuses. Les Bulgares seraient entrés à Elbasan. Ce n'est pas la première fois que l'ennemi annonce cet événement; on apprend ensuite qu'il ne s'agissait que d'avant-gardes, composées de comitadjis plutôt que de soldats, qui ont fait une incursion et ont pris la fuite vers Kjuks où se trouve le gros de la colonne. Rien ne prouve que ce ne soit pas le cas une fois de plus.

L'occupation de Fieri, à trente kilomètres de Vahlona, serait un succès plus important, parce qu'il indiquerait une avance considérable : Fieri est à quarante-cinq kilomètres de Bérat, en descendant la vallée du Semeni. Mais les journaux allemands eux-mêmes ne donnent la nouvelle que d'après une dépêche d'Athènes. Aucun mouvement de l'ennemi n'ayant été encore signalé au delà de Bérat, cette dépêche, comme beaucoup d'autres qui ont la même origine, doit être tenue pour suspecte.

Enfin, des troupes autrichiennes ou bulgares auraient pris Kavaja, à dix-sept kilomètres au



sud de Durazzo, entre l'Ergène et la côte. Cette information concorde avec un rapport de l'état-major autrichien selon lequel les avant-gardes de l'ennemi auraient atteint le cours inférieur de l'Ergène et rejeté nos alliés sur la rive méridionale. Il ne peut être question que de la région où l'Ergène coule de l'est à l'ouest, avant de se redresser vers le nord en couvrant Durazzo. C'est en cette région que se trouve Kavaja; une route passable conduit de Tirana à cette ville en une étape, en passant la rivière à sept kilomètres de Tirana.

L'investissement de Durazzo serait donc complet du côté de la terre. Mais aucune des positions défensives dont nous indiquions avant-hier l'emplacement n'est entamée, ni à l'est, où nos alliés tiennent toujours le Mali Kutchok, ni au sud, Kavaja étant bien au delà de la ligne de collines qui continue cette chaîne à l'ouest de l'Ergène. De plus, les communications avec la mer sont libres. Enfin, nous savons que le transport de l'armée serbe est achevé; il ne reste plus dans la place que la garnison strictement nécessaire à sa défense, et cette garnison pourra se retirer à son tour, si la situation l'exige. La position serait intenable, si l'ennemi était muni d'artillerie lourde. Mais il en sera dépourvu aussi longtemps que des routes n'auront pas été construites entre Alessio et Tirana. Or la saison s'oppose à tout travail de ce genre.

Jean Villars.

ALLEMAGNE & ETATS-UNIS

Deux notes de plus...

Deux notes ont été remises presque en même temps par les représentants de l'Allemagne, qui traitent toutes deux de la guerre sous-marine : l'une est destinée au président Wilson et au gouvernement des Etats-Unis; l'autre, plus développée, aux pays neutres. Nous apprenons aujourd'hui que l'Autriche vient d'appuyer son allié par des démarches identiques.

Nous ne connaissons que par des commentaires de presse le texte de la note à Washington, qui n'a pas été officiellement publiée; nous devons donc faire toutes réserves sur des indications qui procèdent de confidences du comte Bernstorff. Celui-ci aurait, nous le disions hier, proposé un traitement différentiel pour les navires à passagers et les vaisseaux de fret.

Quant à l'avis aux neutres, fort entortillé, suivant l'habitude des documents germaniques, il dit en substance que, à partir du 1^{er} mars, les sous-marins attaqueront tous les bâtiments de commerce armés, sans distinction.

Le président Wilson, de retour de sa brève croisière, doit examiner immédiatement, en conseil des ministres, la note allemande. Mais on doute qu'il prenne une décision immédiate. Les Alliés ont, en effet, informé M. Lansing qu'ils ne sauraient désarmer leurs navires marchands transportant des armes et des munitions. « Si nous acceptons la thèse allemande, dit justement le *New-York Times*, nous ne pourrions même plus protester, et si nous faisons une enquête nous recevrons toujours la réponse que le navire a été coulé sans avertissement parce qu'il était armé. »

Les gens qui s'aventurent dans des bois fréquentés par des bandits ne négligent pas, systématiquement, de se munir de quelques moyens de défense.

Louis Bacqué.

La perte de l'Arethusa

Nous avons annoncé hier, en Dernière Heure, la perte du croiseur anglais *Arethusa*. Voici le communiqué par lequel l'Amirauté britannique confirme le sinistre :

« Amirauté britannique. — Le bâtiment de S. M. *Arethusa*, commandé par le commodore Reginald Tyrwhitt, a heurté une mine au large de la côte orientale d'Angleterre. On craint qu'il ne soit entièrement perdu. Une dizaine d'hommes de l'équipage ont péri. »

Le *Daily Chronicle* publie l'information suivante :

« Les survivants de l'*Arethusa*, au nombre d'environ 300, sont arrivés à Chatham pendant la nuit de samedi à dimanche. Ils ont passé la nuit à la caserne navale royale et sont partis dimanche matin en permission. »

« On croit que 17 soutiers ont été tués au moment où le navire heurta une mine. »

Si la vie de l'*Arethusa* a été courte, elle a été par contre particulièrement bien remplie; ce croiseur, qui a occupé presque continuellement la mer depuis le commencement de la guerre, a pris part à toutes les rencontres importantes de la mer du Nord; il était au combat d'Heligoland le 28 août 1914, combat dans lequel les trois petits croiseurs allemands *Mainz*, *Köln* et *Ariadne* ont été coulés. Il se trouvait également, le 25 décembre 1914, à l'affaire de Cuxhaven, où plusieurs avions anglais sont allés jeter des bombes sur les établissements militaires du port. C'est l'artillerie de l'*Arethusa* et celle de l'*Undaunted* qui chassèrent deux zeppelins venus pour attaquer les navires anglais.

L'*Arethusa* assistait aussi à l'engagement du Dogger Bank, le 24 janvier 1915, le dernier engagement qui se soit produit entre navires de haute mer anglais et allemands; on lui attribue le torpillage du *Blücher* dans ce dernier combat.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

du Mardi 15 Février (562^e jour de la guerre)

QUINZE HEURES. — En Champagne, nous avons repris une partie des éléments avancés occupés par l'ennemi le 13 février, à l'est de la route de Tahure à Somme-Py.

En Lorraine, quelques contacts de patrouilles dans le secteur de Reillon. Nuit calme sur le reste du front.

VINGT-TROIS HEURES. — Journée relativement calme.

En Artois, nos canons de tranchée ont exécuté des tirs sur les organisations ennemies aux abords de la route de Lille.

A l'ouest de l'Oise, nos batteries ont bombardé un train et un convoi de ravitaillement en gare d'Epagny, nord de Vic-sur-Aisne.

Au nord-est de Soissons, tirs de destruction sur des ouvrages allemands.

En Argonne, à la Fille-Morte, nous avons fait sauter une mine dont nous occupons l'entonnoir.

En Haute-Alsace, au cours de la journée, notre artillerie a tenu sous son feu les positions allemandes à l'est de Seppois.

DERNIÈRE HEURE

Ouverture de la session de la Chambre des Communes

LONDRES. — Le roi n'était pas présent à l'ouverture du Parlement, le discours du trône a été lu par le lord chancelier.

LONDRES. — Voici le texte du discours du trône qui a été lu à l'ouverture du Parlement :

« Mylords et Messieurs,
Il a été de mon devoir, après de courtes vacances, de vous appeler pour renouveler vos délibérations. L'esprit de mes alliés et de mon peuple, qui sont unis dans ce conflit par des liens de sympathie et d'entente qui gagnent toujours en force, reste constant dans la détermination d'assurer une réparation pour les victimes d'un outrage sans provocation ni justification et des garanties efficaces contre l'agression d'une puissance qui prend la force pour le droit et l'expédition pour l'honneur. Avec une confiance fière et reconnaissante, je me fie au courage, à la ténacité et aux ressources de ma marine et de mon armée, et je suis certain qu'elles feront tout ce qui dépendra d'elles pour attendre ce but.

« Messieurs,
On vous demandera de faire une provision pécuniaire pour la conduite de la guerre.

« Mylords et Messieurs,
Les seules mesures qui vous seront soumises sont celles qui, après avis de mes conseillers, aideront à accomplir notre objet commun. Avec confiance, je les recommande à votre patriotisme et à votre loyauté et je prie le Tout-Puissant de bénir vos conseils. »

M. Asquith prononce le discours suivant :
« A part une ou deux exceptions, peu de choses méritent d'être mentionnées sur le théâtre de la guerre. Durant les dernières semaines, il y a eu, en France, une recrudescence de l'activité des deux côtés et les Alliés maintiennent fermement leurs positions.

« Je tiens à exprimer notre gratitude pour l'offre généreuse de la France, notre alliée sincère, qui a offert un terrain pour le cimetière où sont enterrés nos braves tombés au champ d'honneur. Le gouvernement nommera un comité sous la présidence du prince de Galles pour prendre les dispositions nécessaires à ce sujet avec le gouvernement français. »

Communiqué britannique

Un radiotélégramme allemand annonce la capture de 40 Anglais dans le combat de Pilckem. Nous avons eu, dans ce combat, 11 soldats manquants, dont 8, croit-on, ont été tués. Ces hommes se sont perdus en poursuivant les Allemands qui se retiraient vers leurs tranchées.

Hier, 17 combats aériens ont eu lieu. Au cours d'un de ces combats, un grand avion ennemi, à double moteur, a été contraint de descendre dans les lignes allemandes.

Les opérations de mines allemandes ont été très actives au sud du canal de La Bassée : 7 mines ont fait explosion en 24 heures. Les explosions de mines, au sud de la fosse n° 8, ont été précédées d'un violent bombardement et suivies de petites attaques d'infanterie.

Quelques Allemands ont pénétré dans nos tranchées de front, mais en ont été immédiatement chassés à coups de grenades.

Les attaques allemandes sur le front de Riga sont repoussées par les Russes

PETROGRAD. — Les violents combats d'artillerie, suivis de temps en temps d'actions d'infanterie, sur le front de Riga, le long de la Dvina, qui ont été livrés depuis huit jours, n'ont pas changé les positions respectives des Allemands et des Russes. Ces derniers tiennent fermement et repoussent avec succès toutes les tentatives d'offensive de l'ennemi. Ils lui ont enlevé même quelques lignes de tranchées que les Allemands ont dû évacuer à la suite du feu meurtrier des Russes.

Dans la région de Riga, les Russes ont fait prisonniers de nombreux soldats allemands qui se disaient déserteurs mais furent convaincus d'être des éclaireurs.

Dans la bourgade de Girmoundy, près de Vilna, une violente émeute a éclaté dans la douzième armée allemande. Le commandant de Girmoundy, lieutenant Raaghe, a été tué; quarante officiers et de nombreux soldats ont été traduits en conseil de guerre.

Ferdinand de Bulgarie chez François-Joseph

Le tsar Ferdinand est arrivé à Vienne lundi. Il a été reçu par l'archiduc héritier Charles-François-Joseph, qui l'a salué au nom de l'empereur-roi. Le tsar Ferdinand passa en revue la compagnie qui lui rendait les honneurs. Les présentations faites, l'archiduc héritier s'entreteint assez longuement avec M. Radoslavof.

Le tsar s'est rendu directement au palais de Cobourg.

La rencontre de François-Joseph et du tsar Ferdinand fut très cordiale. Les deux souverains s'embrassèrent avec effusion, puis se retirèrent dans les appartements où ils restèrent à s'entretenir dans l'intimité.

A midi et demi eut lieu, dans la petite galerie du palais, le déjeuner auquel assistaient, outre les deux monarques, l'archiduc héritier Charles-François-Joseph, M. Radoslavof, le général Jekof et le général Savof, le ministre de Bulgarie, M. Tschef, avec le personnel de la légation, les ministres autrichiens et hongrois Krobatin, Burian, Stuegh et Tisza, ainsi que les personnes de la cour. A la droite du roi était assis M. Radoslavof, à la gauche de l'empereur étaient assis l'archiduc Charles-François-Joseph et le comte Burian.

Après le déjeuner les deux monarques firent cercle. L'empereur s'entreteint d'abord avec M. Radoslavof et le généralissime bulgare Jekof, et le tsar avec le comte Burian, M. Krobatin et les deux présidents des Conseils.

L'AFFAIRE DES COLONELS ESPIONS

Réunion du grand conseil de Genève

GENÈVE. — La séance du grand Conseil genevois a été presque entièrement consacrée à la réponse du Conseil d'Etat aux différentes interpellations relatives aux affaires fédérales.

Répondant à celle de M. Le Rabours, le président du Conseil d'Etat de Genève, M. Fazy, déclare que le 28 juillet 1915, une délégation du Conseil d'Etat s'est rendue à Berne pour entretenir le Conseil fédéral de la question de l'alimentation du canton, rendue difficile à la suite de certaines mesures prises à la frontière suisse.

A la fin de cette audience, ajoute M. Fazy, M. Maguenat a fait allusion aux relations qui existaient entre le colonel Egli et l'état-major allemand.

Je n'ai pas attaché, à ce moment-là, une importance considérable à cette affaire, mais je me souviens très bien du fait que, le 14 janvier 1916, le Conseil d'Etat a télégraphié à Berne au sujet de l'affaire Egli-Wattenwyl, demandant au nom de la population que des sanctions sévères soient prises. Quelques jours après, les deux colonels étaient renvoyés devant la justice militaire.

Nous avons demandé la convocation aussi rapide que possible de l'assemblée fédérale. Nous voulons qu'on fasse tout ce qui est nécessaire pour la défense du pays, mais nous ne voulons pas voir le pouvoir civil subordonné au pouvoir militaire.

Nous avons pu constater que le Conseil fédéral a tenu compte des observations qui ont été formulées par tous les cantons romands, et, j'en suis sûr, par d'innombrables citoyens de la Suisse alémanique.

M. Le Rabours dit :
Le président de notre République vient de nous donner des explications qui rassureront ceux de nos concitoyens qui sont inquiets. Les démarches du gouvernement de la République de Genève ont été inspirées par le désir légitime de préciser la volonté du peuple.

M. Maguenat déclare :
Au moment de quitter M. Motta, je l'ai informé que le bruit courait que le colonel Egli était un agent allemand ; je n'avais pas eu le temps de vérifier ces dires, mais j'estimais que mon devoir était d'en saisir le Conseil fédéral. J'ai demandé au président de la Confédération s'il était au courant de ces bruits.

Il nous a répondu que le colonel Egli avait été imposé par le colonel Sprecher.

M. Maguenat reprend :
M. Motta a reconnu que le colonel Egli avait des sympathies allemandes, et, pour nous tranquilliser, il nous a déclaré que le colonel ne ferait plus partie de l'armée aussitôt la guerre finie. (Bruit.)

J'ai demandé à être confronté avec M. Motta et avec mes anciens collègues ; je n'ai aucune réponse. Il faut que le Conseil fédéral reprenne le pouvoir qu'il a cédé à l'autorité militaire.

Le colonel Sprecher-Brenner voudrait démissionner.

GENÈVE. — La Tribune de Genève dit que le bruit courait dimanche matin au Palais fédéral que le colonel Sprecher-Brenner avait l'intention de se démettre de ses fonctions de chef d'état-major, aussitôt après que le jugement aura été rendu dans l'affaire des colonels.

SUR NOTRE FRONT

Les récentes attaques allemandes

On nous communique la note suivante :

Les Allemands se donnent actuellement beaucoup de mal pour exploiter l'apparence de succès militaires que leur ont valu des attaques localisées, menées avec des moyens importants et au prix de pertes extrêmement lourdes.

C'est ainsi qu'ils prétendent avoir obtenu en Artois, dans la région de Vimy et de Neuville-Saint-Vaast, des avantages marqués. Dans la réalité, leur progression se réduit à rien.

Il est certain que les récentes tentatives allemandes sur le front d'Artois ont été préparées de longue date avec le souci de ne rien négliger pour le succès.

Toutes les dernières attaques des Allemands en Artois ont été précédées par de formidables explosions de mines. On compte qu'ils n'ont pas fait éclater moins de 25 mines contenant la charge énorme de 5.000 à 6.000 kilos d'explosifs, et, pour établir ces fourneaux, il avait fallu creuser des galeries variant de 30 à 50 mètres de longueur. Le seul travail de préparation a dû exiger trois mois au moins.

Malgré l'explosion simultanée des mines qui ont bouleversé le terrain, malgré un bombardement prolongé, les Allemands n'ont obtenu aucun avantage sérieux. Leur effort a été brisé avant qu'il ait pu se développer utilement.

Ils ont réussi seulement à prendre pied dans quatre saillants de la ligne française et à occuper provisoirement quelques entonnoirs produits par les explosions. Encore ont-ils été chassés sur plusieurs points par une lutte à coups de grenades qui se poursuit avantageusement.

Il n'y a, dans ces épisodes de la lutte de mines en Artois aucun succès sérieux pour les Allemands. La possession d'une faible portion du terrain bouleversé ne leur procure ni observatoire ni point d'appui.

C'est la même préoccupation et le même insuccès qui se manifeste dans les tentatives allemandes au sud de Sainte-Marie, à Py et à l'est de la route de Tahure à Somme-Py. Il est certain que les Français pourraient, en vue de succès factices, se livrer à des opérations semblables. Mais outre que les gains ainsi obtenus sont dérisoires et disproportionnés avec les sacrifices qu'ils comportent, la valeur et l'esprit combatif des troupes engagées dans ces actions subissent toujours une diminution considérable.

Les officiers d'état-major devront aller au front

Le président de la République, sur le rapport du ministre de la Guerre, a signé un décret aux termes duquel, jusqu'à la fin des hostilités, aucun officier appartenant à l'armée active, quel qu'en soit le grade, ne pourra être affecté à un état-major aux armées, exception faite des états-majors de brigade, s'il n'a exercé depuis le début de la guerre le commandement effectif d'une unité en campagne pendant au moins trois mois.

Dans un délai de six mois, à compter de la publication du présent décret au Journal officiel, les officiers de l'armée active actuellement en service dans les états-majors visés, qui n'auraient pas commandé une unité en campagne pendant trois mois au moins, recevront le commandement d'une unité aux armées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux officiers qui auront, au front, reçu des blessures ou contracté des maladies les mettant hors d'état de reprendre du service dans la troupe, aussi longtemps que durera cette incapacité.

L'application de ces dispositions pourra également être suspendue par décision spéciale et motivée du ministre pour les officiers dont la présence dans les divers états-majors est nécessaire à la bonne exécution du service.

Jadis ambassadeur hier général aujourd'hui régisseur

GENÈVE. — On joue actuellement dans un cirque de Berlin une pièce turque à grand spectacle intitulée : *Mak Boulé*.

La Tribune de Genève relève le fait que le régisseur de la pièce n'est autre qu'un général turc bien connu, jadis ambassadeur à Berlin, et tombé en disgrâce depuis qu'Enver pacha est au pouvoir.

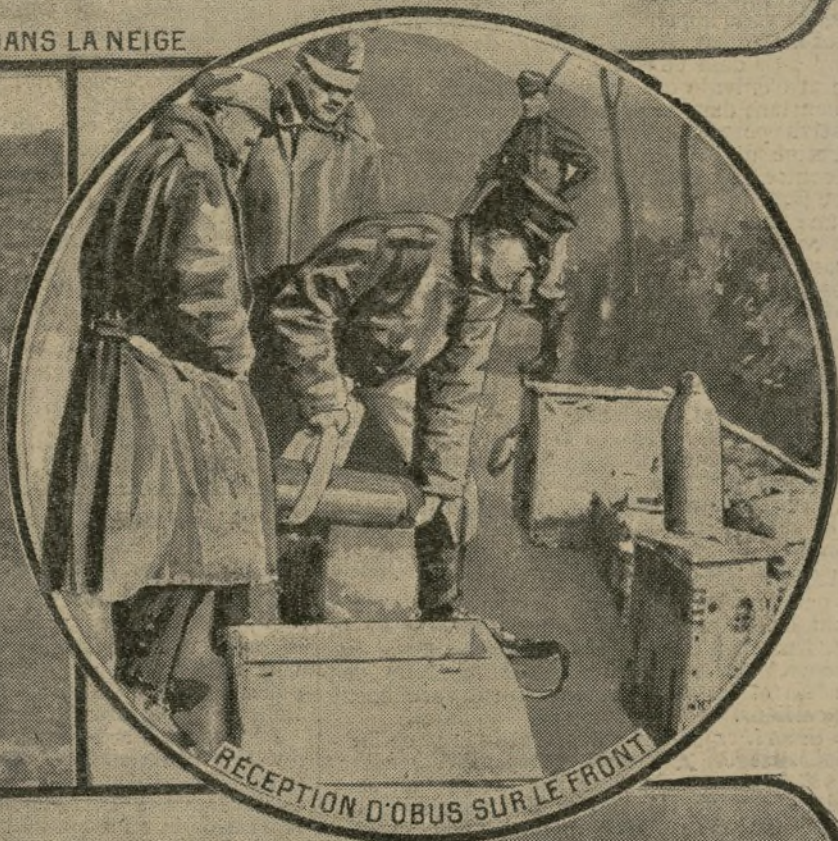
LES AUTRICHIENS ET L'HIVER AUX DOLOMITES



COLONNE EN MARCHÉ DANS LA NEIGE



GROSSE PIÈCE EN POSITION



RECEPTION D'OBUS SUR LE FRONT



UNE SENTINELLE DANS LES DOLOMITES

Les Autrichiens, servis jusqu'ici par la nature des terrains où ils faisaient face à l'admirable et infatigable effort des Italiens, ont connu, au cours des dernières semaines, les pires difficultés. Le froid et la neige ont été pour eux de cruels ennemis. Démoralisés par leurs échecs, ils ont l'impatience des beaux jours. Mais ce seront alors les... plus beaux jours de l'armée italienne.

L'OEUVRE DES ITALIENS A VALLONA



COLONNE SERBE ESCORTÉE DE CARABINIERI ITALIENS
EN MARCHÉ DANS LES MONTAGNES ALBANAISES



RÉSEAU DE FIL DE FER BARBÉLÉ ATOUR DE VALLONA



SUR LA PLACE DE LA MARINE A VALLONA



PRÉCEDES DE BERSAGLIERI, DES SERBES ARRIVENT A VALLONA

Les Italiens débarqués à Vllona depuis plusieurs semaines ont organisé avec un soin minutieux, non seulement la défense de cette place, qu'ils appellent le Salonique de l'Adriatique, mais encore ont puissamment collaboré à l'évacuation des troupes serbes vers les points où, actuellement, elles se reforment avant de retourner aux combats.

La bonne combinaison

— N'ayez aucune inquiétude. Tout se passera bien. Nous serons à la gare au-devant d'elle...
— Vous êtes très gentilles...
— Notre sœur a quitté la ville depuis dix ans. Personne ne s'apercevra de la substitution. On sait ici qu'elle est en service à Paris, chez des gens très riches. On ne s'étonnera pas de la voir revenir au pays avec un peu d'élégance...
— La seule difficulté consiste à sortir de la gare. Le gendarme qui vérifie les laissez-passer est très rigoureux.
— Comptez sur nous...
— J'attendrai ma femme à l'hôtel des Voyageurs.
— C'est entendu... Nous l'y mènerons...

De toutes les écoles, la guerre est celle qui aura le mieux développé l'imagination des Français. Il n'est pas un règlement qu'on ne puisse tourner avec un peu d'ingéniosité !

Le lieutenant Hubert de Pantoise était depuis dix mois dans les tranchées. Avant que d'occuper un nouveau secteur, son régiment se trouvait au repos dans une petite ville de six mille habitants. Il eût été regrettable que ce court séjour se passât sans que la fine et jolie Arlette de Pantoise rejoignit son mari. Songez qu'elle l'avait épousé seulement six mois avant la mobilisation.

Or, il est interdit à une femme d'aller voir son époux dans la zone des armées. Que faire ? Après bien des hésitations, Hubert s'était arrêté à cette solution : Arlette se présenterait comme étant la sœur des personnes chez qui il logeait. Il était peut-être peu flatteur pour elle de se déclarer domestique. Mais elle faisait volontiers ce sacrifice à son amour-propre.

Le jeune officier se réjouissait d'ailleurs à l'avance des circonstances romanesques de ce voyage. S'il avait des craintes pour la réussite de son projet, c'était seulement pour que l'arrivée de sa chère Arlette lui parût plus douce encore...

L'hôtel des Voyageurs étant le meilleur de la ville, celui que fréquentaient, le samedi, les gros cultivateurs venus au marché, il y alla commander le déjeuner.

La patronne, bourgeoise ronde, aux joues luisantes, le reçut de la façon la plus charmante. Elle cessa même, pour lui, d'essuyer les assiettes de son buffet. Elle devinait le client généreux :

— Madame, lui dit-il, pourriez-vous, à midi, me faire servir deux déjeuners dans un petit salon ?...
— Certainement, monsieur. Notre prix fixe est 2 fr. 50. Menu : hors-d'œuvre, pieds de mouton à la poulette, côtelette, fruits, desserts. Le café est en supplément.
— Vous ajouterez à ce menu un pâté de foie gras...
— Avec une salade.
— Avez-vous du bon champagne ?
— Oui.
— Extra-dry ?
— Justement, nous n'en avons plus de cette marque-là. Nous en recevons prochainement. Mais nous en avons un autre excellent.

— Bien. J'en prendrai une bouteille... Je vous recommande surtout le service. Qu'il soit soigné ! J'ai horreur des filles de restaurant malpropres et indiscretes.

— J'y veillerai personnellement.
— Parce que, il faut que je vous le dise, c'est une dame qui déjeunera avec moi.
— Oh ! monsieur.
— Quoi ?
— Je m'en étais douté tout de suite...

Dès midi, Hubert attendait dans le salon particulier l'arrivée de sa femme.

Ses deux complices, les demoiselles Aubron, étaient à la gare. Le train n'était pas encore signalé. Elles causaient avec le gendarme, qui se tenait près de la porte de sortie pour observer les laissez-passer des voyageurs :

— Qui donc attendez-vous ? demandait le représentant de l'autorité.
— Notre sœur. Il y a longtemps que nous ne l'avons vue.
— Où habite-t-elle ?
— Paris. Elle est femme de chambre.
— Est-ce que c'est un bon métier ?
— Pour elle, oui. Elle est chez d'excellents patrons. On la paie bien et on la considère. C'est elle qui promène les enfants...
— Ah !...
— On peut même dire qu'elle n'est plus domes-

tique. Elle est presque institutrice. Madame lui donne toutes ses vieilles robes. De sorte qu'elle paraît très élégante...

— Ah !...
— J'ajoute que Madame exige même qu'elle soit coquette...
— Ah !...
— Elle la force à avoir les mains blanches...
— Ah !...
Le brave gendarme se désintéressait totalement de ces confidences. Mais ces demoiselles Aubron jugeaient utile de les faire. Si Mme de Pantoise se présentait trop jolie, trop bien habillée, il importait que le gendarme se l'expliquât.

Or, ce dernier fut appelé à ce moment par son brigadier, qui lui demanda des renseignements de service. Après quoi, il ajouta en regardant à la porte de sortie :

— Savez-vous qui attendent ces demoiselles Aubron ?
— Oui. Leur sœur, qui est femme de chambre à Paris...
Le train faisait alors en gare une entrée sensationnelle. Il ébranlait les plaques tournantes et crachait la dernière vapeur de sa locomotive haletante. Un employé se précipitait. Et les voyageurs descendaient.

D'après un signe conventionnel, ces demoiselles Aubron reconnurent aussitôt la femme du lieutenant. Celle-ci avait été sérieuse. Sa toilette était d'une sobriété parfaite. Son chapeau était simple. Et le petit sac qu'elle portait ne paraissait pas d'un cuir trop précieux.

Elle tendit au gendarme son laissez-passer.
— Ah ! c'est vous ! lui dit-il.
— Oui. C'est notre sœur, s'écrièrent les deux demoiselles.
— Eh bien ! tâchez de profiter de votre petit congé et de venir plus souvent nous voir...

Arlette, dont le cœur battait un peu, se croyait sauvée. Elle franchissait déjà la porte lorsque le brigadier lui cria :

— Je vous prie de passer dans mon bureau...
Que signifiait cet appel ? Tremblante de peur, elle obéit. Elle était toute prête à avouer la vérité. Peut-être sa franchise lui vaudrait-elle de l'indulgence ! Les demoiselles Aubron suivaient en silence :

— Vous pouvez vous retirer vous deux. J'emmené votre sœur...
Où l'emmenait-il ? chez le commissaire militaire ? chez le juge ? en prison ? Or, dans son bureau, il lui dit :

— Mademoiselle, sauvez-moi...
— Hein ?
— En même temps que gendarme, je suis propriétaire de l'hôtel des Voyageurs.
— Eh bien ?
— Ce midi, un client très riche, très exigeant, mange chez moi. S'il est satisfait de mon service, il me recommandera à ses camarades. Vous qui connaissez les bonnes manières de Paris, soyez assez gentille pour venir servir ce repas...

Pouvait-elle refuser ? Non, n'est-ce pas ? Elle se disait que, dans une heure, elle retrouverait son mari. Elle le retrouva plus tôt, puisqu'elle fut sa servante. Le déjeuner se passa d'ailleurs très sérieusement, sous la surveillance de la patronne. Hubert et Arlette durent jouer leurs rôles jusqu'au bout.

Après le café, le brigadier plaignit gentiment l'officier, « à qui une dame avait manqué de parole ». Il lui donna son opinion sur la durée probable de la guerre. Quant à Arlette, il lui remit vingt francs pour le prix de sa peine et lui offrit trente francs de gages si elle voulait rester définitivement dans son restaurant...

Albert Acremant.

La réglementation des permissions dans la zone des armées

Au début de la séance d'hier, ainsi que nous l'indiquons d'autre part, la Chambre a adopté une proposition de résolution ainsi conçue :

La Chambre invite le gouvernement à réglementer l'attribution des permissions dans la zone des armées, de telle sorte :

Que le tour de départ soit établi, par unité, pour chacun des hommes de troupe sans exception ;
Que ces hommes soient admis à voyager gratuitement sur le vu de leur titre de permission, demeurent bénéficiaires de leur prêt pendant tout le temps de leur absence et reçoivent une indemnité représentative de vivres pour la durée de leur voyage ;
Que la règle des tours de départ soit applicable aux permissions des officiers et sous-officiers, sous réserve qu'en l'absence des officiers et sous-officiers permissionnaires il sera satisfait aux besoins de l'encadrement ;

Qu'aucune permission ne soit accordée ou renouvelée avant l'échéance du tour de départ, sauf dans certains cas d'urgence.

La documentation sur la guerre, la plus complète, la plus exacte, est fournie par la collection d'« Excelsior ». Demander conditions spéciales à ses bureaux.

Les Bons de la Défense Nationale

L'accord qui vient d'être conclu à Londres entre notre ministre des Finances, assisté du gouverneur de la Banque de France, et le ministre des Finances d'Angleterre, ne pourra manquer d'avoir une heureuse influence sur le crédit des Alliés.

Toutes les forces sont mises en œuvre pour poursuivre dans les meilleures conditions la lutte qui nous a été si odieusement imposée.

Mais il appartient à ceux qui le peuvent de contribuer constamment de tout leur pouvoir à l'œuvre de libération commencée.

Nous devons donc continuer à souscrire aux Bons de la Défense Nationale en consacrant à la souscription de ces Bons nos épargnes faites en billet de banque, or, etc.

Nous devons renouveler les Bons déjà en portefeuille qui viennent ou vont venir à échéance.

Pour les souscripteurs de Bons, le tableau ci-dessous peut servir de base :

Pour un Bon de 100 francs

Date d'échéance des Bons	Intérêt net reçu de suite	Somme nette à verser en souscrivant
A 3 mois....	1 fr.	99 fr.
A 6 mois....	2 fr. 50	97 fr. 50
A un an....	5 fr.	95 fr.

Pour un Bon de 500 francs

Date d'échéance des Bons	Intérêt net reçu de suite	Somme nette à verser en souscrivant
A 3 mois....	5 fr.	495 fr.
A 6 mois....	12 fr. 50	487 fr. 50
A un an....	25 fr.	475 fr.

Et ainsi de suite pour les Bons de 1.000 francs, 5.000 francs, 10.000 francs, etc.

La taxe sur les bénéfices de guerre

La Chambre a voté hier l'article premier du projet de loi instituant un impôt sur les bénéfices exceptionnels de guerre.

Avant la discussion sur les paragraphes, M. Raoul Péret, rapporteur général de la commission, a présenté ses observations :

Quels sont, a-t-on demandé, les bénéfices exceptionnels réalisés du fait de la guerre ? M. Raoul Péret les définit : les revenus exceptionnels dépassant le taux normal, acquis surtout par ceux qui font des opérations industrielles et commerciales depuis la guerre.

On proposait de ne taxer que les fournisseurs de l'armée. Cette formule, trop étroite, laisserait échapper les fournisseurs des fournisseurs, les sous-traitants, les grosses maisons d'alimentation qui livrent aux troupes, les hôtels qui se sont installés ou développés près du front. La commission du budget l'a écartée. Elle n'a pas voulu davantage frapper de taxes plus élevées les fournisseurs de l'armée : l'impôt n'est pas une pénalité.

Après avoir exposé l'économie du projet, M. Raoul Péret fait observer combien la taxe est modérée :

Même après l'avoir payée, les industriels et les commerçants réaliseront encore des bénéfices plus élevés que ceux qu'ils ont acquis en temps normal.

On aborde ensuite les paragraphes, et c'est la pluie habituelle d'amendements.

En fin de séance, l'ensemble de l'article premier est adopté.

Il institue une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'à l'expiration du douzième mois qui suivra la cessation des hostilités :

1^o Par toutes les personnes et sociétés qui accomplissent ou ont accompli, à titre habituel ou accidentel, des opérations réputées par la loi actes de commerce ;

2^o Par toutes celles qui, sous une forme quelconque, prêtent ou ont prêté leur entremise ou leur concours pécuniaire, moyennant rémunération, à l'accomplissement d'une opération commerciale ;

3^o Par les exploitants d'entreprises assujettis à la redevance proportionnelle prévue par l'article 33 de la loi du 21 avril 1810.

On continuera demain jeudi.

A l'ouverture, M. Ribot, ministre des Finances, avait déposé le projet de loi portant ouverture des crédits provisoires applicables au second trimestre de 1916.

M. Deschanel, président, avait, d'autre part, donné connaissance à ses collègues du télégramme de sympathies adressé aux membres du Parlement français par les députés de la Skoupehtina serbe à l'occasion de leur arrivée en France, et de sa réponse où il affirme la foi absolue de la Chambre française « dans le triomphe définitif de la cause sacrée des Alliés et dans la restitution d'une Serbie puissamment fortifiée contre toutes les agressions ».

La documentation sur la guerre, la plus complète, la plus exacte, est fournie par la collection d'« Excelsior ». Demander conditions spéciales à ses bureaux.

Les Bons de la Défense Nationale

L'accord qui vient d'être conclu à Londres entre notre ministre des Finances, assisté du gouverneur de la Banque de France, et le ministre des Finances d'Angleterre, ne pourra manquer d'avoir une heureuse influence sur le crédit des Alliés.

Toutes les forces sont mises en œuvre pour poursuivre dans les meilleures conditions la lutte qui nous a été si odieusement imposée.

Mais il appartient à ceux qui le peuvent de contribuer constamment de tout leur pouvoir à l'œuvre de libération commencée.

Nous devons donc continuer à souscrire aux Bons de la Défense Nationale en consacrant à la souscription de ces Bons nos épargnes faites en billet de banque, or, etc.

Nous devons renouveler les Bons déjà en portefeuille qui viennent ou vont venir à échéance.

Pour les souscripteurs de Bons, le tableau ci-dessous peut servir de base :

Pour un Bon de 100 francs

Date d'échéance des Bons	Intérêt net reçu de suite	Somme nette à verser en souscrivant
A 3 mois....	1 fr.	99 fr.
A 6 mois....	2 fr. 50	97 fr. 50
A un an....	5 fr.	95 fr.

Pour un Bon de 500 francs

Date d'échéance des Bons	Intérêt net reçu de suite	Somme nette à verser en souscrivant
A 3 mois....	5 fr.	495 fr.
A 6 mois....	12 fr. 50	487 fr. 50
A un an....	25 fr.	475 fr.

Et ainsi de suite pour les Bons de 1.000 francs, 5.000 francs, 10.000 francs, etc.

Il faut établir un répertoire national de nos richesses artistiques

Nous avons signalé ici l'initiative prise par M. Pierre Perreau-Pradier, député de l'Yonne, dans le but de remettre au Conseil d'Etat le soin de prononcer le classement des œuvres appartenant à des particuliers, classement que la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques subordonne à une loi spéciale, à défaut du consentement de leurs propriétaires.

M. André Honnorat, qu'inquiète aussi l'inévitable multiplication des ventes mobilières qui suivra la guerre et l'exode des œuvres d'art qu'entraîneront ces ventes, vient, par le dépôt d'une proposition de loi, d'appeler l'attention de la Chambre sur l'utilité qu'il y aurait, en présence de ce péril, à créer à l'administration des Beaux-Arts un répertoire méthodique de toutes les œuvres figurant dans les collections particulières et présentant quelque intérêt.

En grand nombre, dit M. André Honnorat, au lendemain de la guerre, ces œuvres sont émigrées vers des terres lointaines. C'est notre droit, s'il nous est impossible de les conserver toutes, de vouloir au moins garder trace du passé qu'elles évoquent et obliger, plus tard, leurs acquéreurs à recourir à nous pour fixer leurs origines.

Ce répertoire serait établi avec la collaboration des commissaires-priseurs, des experts, des marchands et des particuliers. L'inscription serait ordonnée par un arrêté du ministre des Beaux-Arts, pris sur l'avis d'une commission composée d'un membre de l'Académie des Beaux-Arts et de deux fonctionnaires des Beaux-Arts. L'administration des Beaux-Arts aurait, d'autre part, le droit de faire prendre des épreuves photographiques de tous les objets d'art figurant à une vente publique ou exportés à l'étranger. Le produit de la vente des extraits certifiés du répertoire national des œuvres d'art serait affecté à la caisse des Musées nationaux.

Au sujet de ces extraits, M. André Honnorat précise qu'il ne saurait être question d'en faire des certificats d'authenticité :

« Nous serions, dit-il, des premiers à protester s'il pouvait venir jamais à l'idée de personne d'engager, en pareille matière, la responsabilité de l'Etat, même sa responsabilité morale. Mais quelle aide précieuse ne trouverait-on pas, dans ces documents, pour établir cette authenticité ! Et, par suite, que de concours cette perspective ne peut-elle pas valoir à une telle organisation, surtout si l'on a la précaution de garantir les intéressés contre toute cession prématurée des droits de reproduction des photographies ainsi recueillies ! »

« Nous ne croyons pas nous tromper en disant que la France, seule, peut songer à instituer un répertoire de cet ordre et à dresser ainsi le véritable état civil des objets d'art. Nous ne croyons pas non plus nous tromper en disant que si elle veut en retirer tous les avantages qu'elle en peut attendre, c'est à la stricte condition de s'y décider tout de suite, avant que les ruines de la guerre ne l'aient privée d'une large partie de ses richesses artistiques. »

L'organisation du Patentamt de Berlin a valu à l'Allemagne, en matière d'inventions, des bénéfices inappréciables. Nous voudrions que l'organisation du Répertoire national des œuvres d'art dont nous demandons la création pût valoir un jour à la France, dans un domaine où sa supériorité n'est contestée par personne, des avantages analogues. Rien de plus. Mais rien de moins. »

Faits divers

PARIS

La tempête de la nuit dernière

Le vent a soufflé sur Paris, en tempête, dans le cours de l'avant-dernière nuit, et a causé des accidents et des dégâts assez importants sur divers points de la capitale.

On signale, notamment, la chute d'une cheminée en tôle de 3 mètres de hauteur sur un atelier situé 173, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

Quai Debilly, une palissade s'est écroulée sur le trottoir sur une longueur de 10 mètres.

Place Parmentier, un arbre a été déraciné. Rue de la Roquette, 166, une palissade longue de 15 mètres s'est écroulée, blessant M. Henri Gref, cinquante-quatre ans, demeurant 45, rue Mercœur, lequel a dû être admis à l'hôpital Saint-Antoine.

Une panique dans le métro

Hier matin, à 6 h. 1/2, à la station « Nationale » du Métropolitain, un court-circuit s'est produit au moment où la rame 202 quittait la gare.

Des voyageurs ont voulu fuir, malgré l'obscurité, et Mme Douville, soixante-trois ans, journalière, demeurant 154, rue de Charonne, est tombée et s'est grièvement blessée. Elle a dû être transportée à la Pitié.

La circulation des trains a été interrompue pendant une demi-heure.

THÉÂTRES

LES DOLEANCES DU THEATRE ET CELLES DU CINEMA

Une délégation de la Cinématographie Française, composée de MM. J. Demaria, Léon Brézillon, Pathé, Prévôt, Gaumont, Pionnier, Colonies, Marin, Ferret, Condat, a été reçue hier matin par M. le ministre de l'Intérieur, à qui elle a versé plusieurs souscriptions importantes :

61.360 francs pour l'œuvre de « La Journée du Poilu » ;

3.000 francs pour l'Association d'aide aux Veuves de la guerre ;

2.000 francs à l'œuvre du Soldat dans la tranchée.

Le Syndicat des directeurs de cinématographes s'est en outre engagé à faire un versement important en faveur des familles des victimes des zeppelins.

Les directeurs ont ensuite insisté vivement pour qu'il y ait dans toute la France une unité de traitement et de réglementation, afin que tel maire ne puisse empêcher dans sa commune ce qui est autorisé dans une ville voisine. Il importe de doter d'un statut le cinématographe et de le traiter équitablement au point de vue des patentes et des taxes.

Indépendamment des 61.360 francs recueillis par souscription entre les directeurs des cinémas de Paris et de la banlieue, la délégation a informé M. le ministre de l'Intérieur que c'est une somme d'au moins 300.000 francs que la cinématographie a versé pour l'œuvre de la Journée du Poilu.

M. Malvy a promis à la délégation d'examiner la question, avec le plus grand désir de répondre favorablement à toutes les doléances qui lui ont été exposées.

D'autre part, le ministre de l'Intérieur doit aujourd'hui recevoir une délégation des directeurs de théâtre.

On se rappelle que les directeurs avaient été autorisés à ouvrir leurs théâtres le jour des obsèques des victimes des zeppelins ; mais le préfet de police leur avait demandé de verser, ce jour-là, le montant net, frais déduits, de leurs recettes au bureau de bienfaisance du 20^e arrondissement.

L'Association des Directeurs exprima le regret de ne pouvoir accepter le principe de cette contribution.

A cette réponse, une somme de 500 francs pour les victimes était jointe ; mais M. Laurent ajourna l'acceptation de ce don jusqu'à ce que les directeurs aient eu le temps de connaître leurs recettes, ce jour-là, et d'examiner la question de voir s'ils ne pourraient se montrer plus généreux.

A l'Opéra. — Le ballet entier de Léo Delibes, *Coppélia*, figure au programme de la matinée d'après-demain jeudi. Mlle Marthe Urban, dont la grâce et la virtuosité ne manquent jamais d'enthousiasmer les spectateurs, dansera le rôle de Swanilda. M. Georges Wague, dont les succès viennent d'être consacrés par sa nomination comme professeur de mime au Conservatoire, paraîtra pour la première fois sur la scène de l'Opéra dans le rôle de Coppélius. Mlle Léa Piron personnifiera l'amoureux Frantz.

Au théâtre Réjane. — *Madame Sans-Gêne* sera jouée cette semaine jeudi en matinée, samedi en soirée, dimanche en matinée et en soirée. A la matinée de dimanche dernier, on a dû refuser plus de huit cents personnes.

Au Vaudeville. — Avez-vous vu *Cabiria* ? Cette question, vous l'entendez à chaque instant sur le boulevard, au restaurant, dans les salons, partout enfin où les Parisiens se rencontrent.

C'est ainsi que *Cabiria*, après avoir affronté deux cents représentations et battu tous les records de durée, amène toujours la foule au Vaudeville.

Raconter *Cabiria*, les maîtres de la critique s'en sont chargés de très aimable façon, et il est permis de résumer leur impression par ce conseil :

« Allez voir *Cabiria*. »

Tous les jours : matinée à 2 h. 30, soirée à 8 h. 30. Dimanche, deux matinées : la première à 2 h. 15, la seconde à 4 h. 15.

MERCREDI 16 FEVRIER

Comédie-Française. — A 8 heures, *le Dédale*.

Opéra-Comique. — Relâche.

Odéon. — A 8 heures, *l'Espionne*.

Théâtre-Lyrique. — A 8 h. 30, *Joséphine vendue par ses sœurs*.

Antoine. — A 2 h. 30 et à 8 h. 15 (2 h. 30 jeudi et dim.), *la Belle Aventure*.

Apollo. — A 8 h. 15, *la Cocarde de Mimi Pinson*.

Athénée. — A 8 h. 30, *l'Ecole des civils*.

Ambigu. — A 8 h. 30, *la Petite Fonctionnaire*.

Bouffes-Parisiens. — A 8 h. 15, *les Soirs, Kit (Max Dearly)*.

Capucines (tel. 156-40). — A 8 h. 30, *En franchise ! revue* ; *A l'étage au-dessus ! Oh ! pardon !*

Châtelet. — A 7 h. 55, *les Exploits d'une Petite Française*.

Cluny. — A 8 h. 30, *les Forfaits de Pipermans, les Joies de l'amour*.

Déjazet. — A 8 heures, *les Fiancés de Rosalie*.

Gaité-Lyrique. — A 8 h. 30, *Coralie et Cie*.

Grand-Guignol. — A 8 h. 45, *le Cyclope* ; *la Maison dans la brume* ; *le Court-Circuit* ; *l'Homme qui fut aimé*.

Gymnase. — A 8 h. 45, *les Deux Vestales*.

Porte-Saint-Martin. — A 7 h. 45, *Anna Karénine*.

Palais-Royal. — A 8 h. 30, *le Poilu* ; *Hortense a dit : "J'en f..."*

Renaissance. — A 8 h. 30, *la Puce à l'oreille*.

Théâtre Sarah-Bernhardt. — A 8 heures, *le Chemineau*.

Variétés. — A 8 h. 30, *Miquette et sa mère*.

Vaudeville. — Mat. à 2 h. 30, soir. à 8 h. 30, *Cabiria*, l'œuvre de Gabriele d'Annunzio, musique de librandi di Parma.

MUSIC-HALLS, ATTRACTIONS, CINEMAS

Olympia (tel. 44-68). — 2 h. 30 et 8 h. 30, *Ma Gosse*, avec Polaire et Magnard, dix vedettes et attractions.

Gaumont-Palace. — A 8 h. 20, *l'X noir* ; *la Défense de nos lignes en Artois*. Loc. 4, r. Forest, de 11 à 17 h. Tél. Marc. 16-73.

Cinéma des Nouveautés Aubert-Palace (24, Bd des Italiens). — De 2 h. à 11 h., spectacle permanent.

Omnia-Pathé. — *Le service secret* ; *le Bracelet de platine* (suite des *Mystères*). Actualités militaires.

Folies-Dramatiques-Cinéma. — Tous les jours, mat. et soir. trois heures de spectacle incomparable. Grand orchestre.

Tivoli-Cinéma. — De 2 h. 30 à 8 h. 30, *les Mystères de New-York*.

BLOC-NOTES

NOUVELLES DES COURS

— S. A. R. Mme la comtesse de Paris, qui vient d'être assez souffrante, est à présent remise de son indisposition. LL. AA. RR. l'infant don Carlos, son gendre, et l'infante Louise de France, sa fille, sont rentrés à Madrid.

— S. A. le prince Léopold de Battenberg, frère de S. M. la reine Victoria, est arrivé à Paris, venant de Madrid. Le prince retourne à Londres.

INFORMATIONS

— Hier a eu lieu, à l'une des filiales de l'Union pour la Belgique et les pays alliés et amis, une séance offerte aux permissionnaires belges arrivant directement du front.

Une assistance nombreuse, appartenant à l'élite de la société parisienne et du monde littéraire, y assistait.

Reconnu : M. Mélot, député de Namur ; le docteur et Mme Letulle, prince A. de Caraman-Chimay, le Père Bouhée, la comtesse de Guerne, le comte de Ségur, le comte de Waresquiel, M. et Mme Tétreau, le docteur Darier.

Mlle Jeanne Hatto, la grande artiste, a bien voulu quêter au profit de l'œuvre, ainsi que Mlle Meunier. Une loterie a été tirée, à la grande joie des soldats, et Mlle Saiman, de l'Opéra-Comique, a terminé cette séance par le chant de la *Marseillaise*, qui a électrisé l'assistance.

MARIAGES

— Sur le front vient d'avoir lieu le mariage du capitaine aviateur Alfred Pouroy, fils du conseiller général du Cher et président de la Croix-Rouge, avec Mlle Paulette Desmazières. La bénédiction a été donnée aux jeunes mariés dans la petite église de Verquin, au son du canon.

— Le mariage de Mlle Fernande Prat et de M. Robert Lacroix, lieutenant aviateur, a été béni, ces jours derniers, en l'église Saint-Jean de Neuilly. Les témoins de la mariée étaient M. Henry Prat, son oncle, et M. Henry Paté, député ; ceux du marié, M. Gustave Raulin, son grand-père, et M. Raoul Combes, son oncle.

NAISSANCES

— Mme Bapst, femme du ministre de France à Copenhague, vient de donner le jour à un fils, qui a reçu les prénoms de Henri-Edmond.

— Mme Gérard de Verteille, née Boèche, femme du lieutenant de cavalerie, a mis au monde une fille : Sylviane.

— Mme Charles Lafaurie, femme de notre distingué confrère, Charles Lafaurie de Moncade, est mère d'une fille, qui a reçu le prénom de Christiane.

DEUILS

Nous apprenons la mort :

De Mme veuve Groszoz, âgée de quatre-vingt-cinq ans, mère de M. Paul Groszoz et de M. Henri Groszoz, secrétaire du Jockey-Club ;

De Mme la baronne Ernouf-Bignon, née Delamarre, décédée en son domicile, 14, boulevard Emile-Augier, à l'âge de soixante-huit ans ;

De la vicomtesse de Fontaine de Resbecq, née d'Espinose, décédée à Valognes, le 12 février ;

De M. Jean Férand, capitaine au long cours, attaché aux établissements français d'Océanie, à Papeete, décédé à Nancy, à quarante-deux ans.

COURS ET CONFÉRENCES

M. Maurice Donnay, continuant la lecture de son « Journal de Guerre », donna hier, à l'Université des Annales, une conférence admirable. Il nous montra avec une variété de touche, une délicatesse rares, les divers aspects de Paris en septembre 1914 ; puis, tout en philosophant, il s'arrêta dans son jardin rempli de fleurs merveilleusement épanouies d'où l'on entend le canon, et le contraste entre le calme paisible des champs et la rumeur des plaines où le sang coule lui inspira des réflexions d'une émotion incomparable. Il raconta le plus spirituellement du monde une séance à l'Académie, où, s'occupant du Dictionnaire, ils étaient six à compiler le mot « expérience ».

Cette lecture, d'une originalité délicieuse, dont il faudrait tout citer, paraîtra dans le *Journal de l'Université des Annales* (51, rue Saint-Georges).

— A l'Université des « Annales », 51, rue Saint-Georges, Paris. — Aujourd'hui mercredi 16 février, à 2 h. 1/2 : *Robinson Crusoe*, conférence par M. Jean Richepin, de l'Académie française.

Communiqués

La photographie de Mme Marie Kalf-Lenormand, que nous avons publiée dans notre numéro du 11 février, provenait des ateliers Henri Manuel.

Le comité du Syndicat de la Presse rappelle aux heureux détenteurs de billets gagnants de la Tombola des Epreuves de la Guerre que la date, déjà plusieurs fois prorogée jusqu'à laquelle ils pouvaient échanger leurs billets contre les bons d'acquisition de marchandises dans les magasins, a été définitivement et irrévocablement fixée à aujourd'hui mercredi 16 février. L'échange de ces billets sera rigoureusement refusé après cette date.

Les commerçants qui auront reçu des bons d'acquisition provenant de cette loterie pourront s'en faire rembourser le montant à Paris, à la Banque Lehideux et Cie, 1, rue Drouot ; en province, à la préfecture de leur département, jusqu'au 4 mars. Aucun remboursement n'aura lieu après cette date.

La Bourse de Paris

DU 15 FEVRIER 1916

La liquidation de quinzaine qui vient de s'effectuer a permis de constater une réduction sensible des positions à reporter, réduction facilitée par les excellentes dispositions dont a témoigné l'ensemble du marché depuis quelque temps. La séance d'aujourd'hui a d'ailleurs été très satisfaisante, quoique un peu plus calme que la veille.

Notre 3 0/0 perpétuel vaut toujours 61, le 5 0/0 87,25. Dans le groupe des fonds étrangers, l'Extérieure consolide sa reprise à 91,50. Aux Russes, le 5 0/0 1906 s'inscrit à 83,50, le 1909 à 72,50, 1914 à 82,50.

Du côté des établissements de crédit, la Banque de France reste à 4.450.

Parmi les actions de nos grands Chemins, l'Est cote 725, l'Orléans 1.000. En lignes espagnoles, le Nord-Espagne se traite à 414, le Saragosse à 411, les Andalous à 349.

Le Rio s'améliore à 1.804 au comptant et 1.795 à terme.

COURS DES CHANGES

Londres, 28,01 ; Suisse, 112 1/2 ; Amsterdam, 247 1/2 ; Pétersbourg, 186 1/2 ; New-York, 587 1/2 ; Italie, 87 1/2 ; Barcelone, 558.

Un don au musée du Petit-Palais



Nous avons déjà signalé le don magnifique qui vient d'être fait au Petit Palais par un grand ami de la France, M. Jacques Zoubaloff. Voici quelques spécimens de cette superbe collection composée de modèles en plâtre, cires vierges et bronzes à cire perdue provenant de l'atelier du maître animalier Barye.

FEUILLETON D'« EXCELSIOR » DU 16 FÉVRIER 1916

L'Histoire de Janine

roman

par Jeanne de FLEURY

LE COUVENT -- LE MONDE -- LA VIE

Le Couvent

II

« Qu'en pensez-vous tous? Croyez-vous que j'aie jamais pu être une fillette très sage? Et cinq bouches de répondre en un touchant accord : « Non, non, pas sage, vous n'étiez pas sage, grand-père dit toujours que vous êtes encore gamine ! » Notre chère aïeule, éclatant de rire, essayait vainement de faire les gros yeux, en nous disant :

— Oh ! les vilains monstres, comme ils me traitent mal ! Eh bien, oui, là, je n'étais pas très sage, j'étais peut-être un peu diable, mais pas méchante. J'étais bonne même, je peux bien le dire. Et le chœur des petites voix :

— Oh ! oui, grand-mère, vous étiez bonne !

— Ah ! Voilà qui me console de l'affreuse opinion que vous aviez de moi tout à l'heure... Donc, il était une fois...

Et nous nous installions en des poses d'artistes.

on fermait soigneusement les rideaux de soie rose que le vent du matin, arrivant par les fenêtres ouvertes, gonflait comme les voiles d'une galère, et on partait pour le pays de grand-mère, ce pays de rêves et de merveilles qu'elle nous décrivait si bien et que nous étions arrivés à connaître et à chérir comme elle.

III

Les Jaudonnières, 20 août.

Non, non, vous ne nous avez pas quittés, grand-mère. La tendresse de votre âme plane encore au milieu de nous. Je vous retrouve à chacun de mes pas.

Quand je pénètre dans votre chambre, cette chambre où rien n'a changé, où les choses de votre passé sommeillent si tranquillement, il me semble que vous êtes pour longtemps endormie sous les lourds rideaux de soie rose, bien clos, et je marche doucement pour ne pas vous réveiller.

Si je vais au fond du jardin, c'est votre hamac que je vois là, se balançant aux branches du vieux tilleul embaumé. Grand-père le fait monter chaque matin et enlever tous les soirs comme autrefois.

Ces roses moussues que nous avions plantées et dont si souvent je vous portais un bouquet, je les cueille encore pour les mettre devant votre portrait.

Et voilà, sous les noisetiers, le banc un peu vermoulu, où toutes deux, si légères, nous allions nous asseoir à la tombée du jour. Je suis avec vous constamment et, pour cette raison, je ne suis pas triste. Je sais que vous nous voyez tous, unis dans votre souvenir sous ce toit cher à nos cœurs, et notre vie continue comme lorsque vous étiez là.

Ah ! quel été merveilleux ! Il semble qu'il y ait

du bleu partout. Dans le ciel, entre les taillis, dans l'air qui passe dans l'atmosphère vibrante; des lambeaux d'azur traînent sur les prairies, pendent aux branches sombres de la forêt et tremblent au fond des ruisseaux.

Grand-mère ! comment rester affligée au milieu de cette beauté éclatante ? Oh ! vous n'êtes pas fâchée de ce que je vous dis là, n'est-ce pas ? Vous, la gâtée même, si éprise de jeunesse que vous êtes morte avant d'avoir vieilli, vous me comprenez, j'en suis certaine.

Notre vie est simple, mais me plaît infiniment. C'est honteux à dire : les plus petits sont les moins tapageurs.

Tante May, qui n'a que vingt-deux ans, mes cousines Mariette et Nicolle (13 et 15 ans), mon cousin Louis (16 ans), moi... voilà la bande des grands et nous nous entendons à merveille.

Ce matin, sommeillant encore dans le demi-jour de mes rideaux blancs, je rêvais à mon cher couvent, lorsque j'ai entendu, venant du lointain des corridors, le tintement argenté d'une sonnette; puis, le bruit s'est rapproché et une voix flûtée a prononcé près de mon lit :

— *Benedicamus Domino.*

Instinctivement, je me suis dressée sur mon séant et j'ai répondu :

— *Deo gratias.*

Et la voix a tout à coup tonné près de mon lit : — Mademoiselle de Bray, vous me ferez deux cents lignes, pour ne pas m'être apparue en chemise de nuit, pieds nus, les cheveux pendants et les yeux gros, au premier signal du réveil !

Mais les derniers mots se sont perdus dans un éclat de rire totalement dépourvu du timbre féminin.

C'était ce grand diable de Louis qui jouait les surveillantes de dortoir et trouvait charmant de



PILES QUYDUR
AMPOULES, LAMPES INCANDESCENCE
Prix avantageux. Catalogue sur demande.
UNION FRANCO-BELGE, 97, avenue Parmentier, Paris.

Mesdames !

Si vous souffrez d'affections abdominales ou d'obésité, portez la nouvelle **Ceinture-Maillet du Dr. Clarans**. Plaque illustrée adressée gratuitement sur demande. Etab^l C.-A. Claverie, 234, Faubourg Saint-Martin, Paris. Applications tous les jours, de 9 h. à 7 h. p. Dames Spécialistes.

LEÇONS D'AUTO Cours gratuit de mécanique. Remis rapide garanti.
CORBIN, 23, rue Desrenaudes. Téléph.: Wagram 45-02.

AVIS aux PENSIONNÉS
PRET IMMEDIAT SUR PENSIONS
Argué, 65, rue Réaumur, 65, Paris.

LES PETITES ANNONCES d'EXCELSIOR

paraissent chaque Mercredi

La ligne se compose de 50 lettres ou signes

En aucun cas EXCELSIOR ne se charge de recevoir, ni de réexpédier les réponses aux « Petites annonces ».

DEMANDES D'EMPLOI

1 franc la ligne de 50 lettres ou signes.
Bonne couturière, journ. bourg. Jeanson, 199, r. Convention.

GENS DE MAISON

1 franc la ligne de 50 lettres ou signes.
Cuisinières
Très bonne cuisinière-pâtissière, excell. références, désire place. — Mme Briand, 11, rue Huntziger, Clichy.
Exc. cuisin. b. r. dem. pli ou extr. B., 170, r. du Fg-St-Honoré.
Ménages
Ménage val. cuis. d. pl. concierge. Exc. réf. B., 25, r. Bassano.

OFFRES D'EMPLOI

2 francs la ligne de 50 lettres ou signes.
Montre-bracelet lumineuse dem. représentant vendeur à la commission. — Gaudin, Sacy-en-Brie (S.-et-O.)

SUCCESSIONS, TESTAMENTS, PARTAGES

3 francs la ligne de 50 lettres ou signes.
Avocat spécialiste. Ecr. Revue Juridique, 4, square Maubeuge.

PHARMACIE

3 francs la ligne de 50 lettres ou signes.
Grand vin vieux ODA super-fortifiant réel. Pharmacies.
Bouteille 10 fr. franco, 78, cours Lieutaud, Marseille.

CHIENS

2 francs 50 la ligne de 50 lettres ou signes.
Gd élev. loulous nains et min. marrons, sable, orange 1500 gr. 10 prem. prix; noirs, blancs prim.; chiots. Longeon, Lisleux.
Splend. loulous et pékinois nains. 5, rue Lafitte, 2 à 5 h.
Policiers, loulous, Fox, Boules. Pension confortable. — CHENIL FRANCAIS, 7, rue Victor-Hugo, Charenton.
Chiens guerre policiers ttes races, fox ratiers, loulous, griff., 141, Bd Hôtel-Ville, Montreuil. Tél. 225, Métro Vincennes.
Chiens luxe nains t. rac. 2 à 6 h., 26, r. Feydeau, Mét. Bourse.

AUTOMOBILES

2 francs 50 la ligne de 50 lettres ou signes.
Grand choix d'autos et camions d'occasion en parfait état. Achat comptant. Echange. Noël, 10, Bd Courcelles. T. 520-60.
300 AUTOS et camions poids lourds à vendre avec garantie. Aux Ventes Sportives, 12, avenue de la Révolte, 12, Neuilly (porte Maillot).
S'ils désirent vend. ou ach. auto marque occasⁿ ch. particulier (p^r gar.), éc. av. dét. Rauche, 33, r. Sambre-et-Meuse, Paris.

VENTE DE PROPRIETES Province

TOURNAINE. Château banl. ville, 14 p., b. parc, eau : 75.000 fr. Morais, 24, boulevard Heurteloup, Tours.

ALIMENTATION

2 francs 50 la ligne de 50 lettres ou signes.
Pom. de ter. ext. jaune. 100 kilos fco dom. c. mandat 18 fr. à Directeur Ferme Coq d'Or, Le Fouilloux (Ch.-I.)
Bordeaux rouge revient à 0 fr. : 85, blanc à 0 fr. 90 p. pièce 225 ltr. fco. Mouchard, 28, r. Calèches, Chatou (S.-et-O.)

FLEURS ET PLANTES

2 francs la ligne de 50 lettres ou signes.
PANIERES fleurs. Ed. Lecocq, prop^r Juan-les-Pins (Alp.-Mar.)

LEÇONS

2 francs la ligne de 50 lettres ou signes.
CONSERVATOIRE RENEE MAUBEL I. (10^e ann.) Prépar. Théat. ou Conserv. et cours mond^{es} jour et soir 1^{er} degré chant, solfège. Pose voix. Répert. op., op.-com., opéret. Mise en scène, diction, chorégraph., danse mond., mus. instrument., piano, viol., violonc., harpe et 1^{er} instrum. Leçons et auditions d^e théâtre. 600 plac. 4, 6, 8 et 10, r. de l'Orient (Métro Blanche).

PENSIONS DE FAMILLE

2 francs la ligne de 50 lettres ou signes.
Province
COTE D'AZUR. En leur villa touj^r fleurie de Juan-les-Pins (Alp.-Mar.), M. et M^{me} Ed. Lecocq reçoiv. enfants 5 à 16 ans.

OCCASIONS

2 francs la ligne de 50 lettres ou signes.
On désire
VIEUX DENTIERES.
Achat. Louis, 8, faubourg Montmartre, 8.
Achète d'occasion beau sac or. Sadr. Concierge, 8, av. Carnot.
Achète d'occasion beau sac or. Sadr. Concierge, 8, av. Carnot.
On offre
A liquider bons meubles tous genres fabriqués av. guerre. Fab. Ouv. Réunis, 15, rue Piepus, Maison Rysto.

VILLÉGIATURES

Côte d'Azur
BEAULIEU. HOTEL METROPOLE, bord de mer. Vaste jardin plein midi. Artang. p^r familles. Prix réduits. Déj., din., menu compl. FERRAND, p^r-dir.

CAP D'ANTIBES. HOTEL DU CAP. 1^{er} ord. Ouvert toute l'année. Immense parc; deux tennis. Vue splendide sur l'Estérel. Etablissement de bains de mer, plage privée. Restaurant. Afternoon tea. Prix modérés. Séjour du roi et de la reine des Belges, saisons 1912 et 1913. — SELLA, propr.-directeur.

CAP FERRAT. STATION BEAULIEU. Grand Hotel premier ordre. Même maison : HOTEL FERRAS, 32, rue Hamelin, Paris.

MONT-CARLO HOTEL BRISTOL MAJESTIC. En face de la mer. Deux minutes du Casino. — Prix réduits.

NICE. L'OFFICE DE LA COTE D'AZUR sert interméd. p^r tout séjour : hôtels, villas, etc. Renseign. publicité.

NICE CIMIEZ. RIVIERA PALACE. SEJOUR IDEAL. Beau parc de 30.000 mètres. PRIX REDUITS

NICE HOTEL DES ANGLAIS ET RUHL. Promenade des Anglais. Entièrement neuf. Prix très réduits.

NICE. HOTEL WEST-END. Promenade des Anglais. Confort moderne. — Prix réduits. Chambres, appartements avec et sans pension.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT

Service PARIS-ROYAN

Pendant la saison d'hiver, les communications entre Paris et Royan, plage pour laquelle il est délivré des billets d'hivernage, sont assurées par les trains ci-après :
Au départ de Paris : 1^{er} Train de jour partant de Paris-Montparnasse à 8 h. 15 et arrivant à Royan à 19 h. 34 ;
2^o Train de nuit partant de Paris-Montparnasse à 21 h. 15 et arrivant à Royan à 8 h. 14.
Dans l'autre sens : 1^{er} Train de jour partant de Royan à 7 h. 43 et arrivant à Paris-Montparnasse à 20 h. 4 ;
2^o Train de nuit partant de Royan à 19 h. 55 et arrivant à Paris-Montparnasse à 7 h. 10.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.

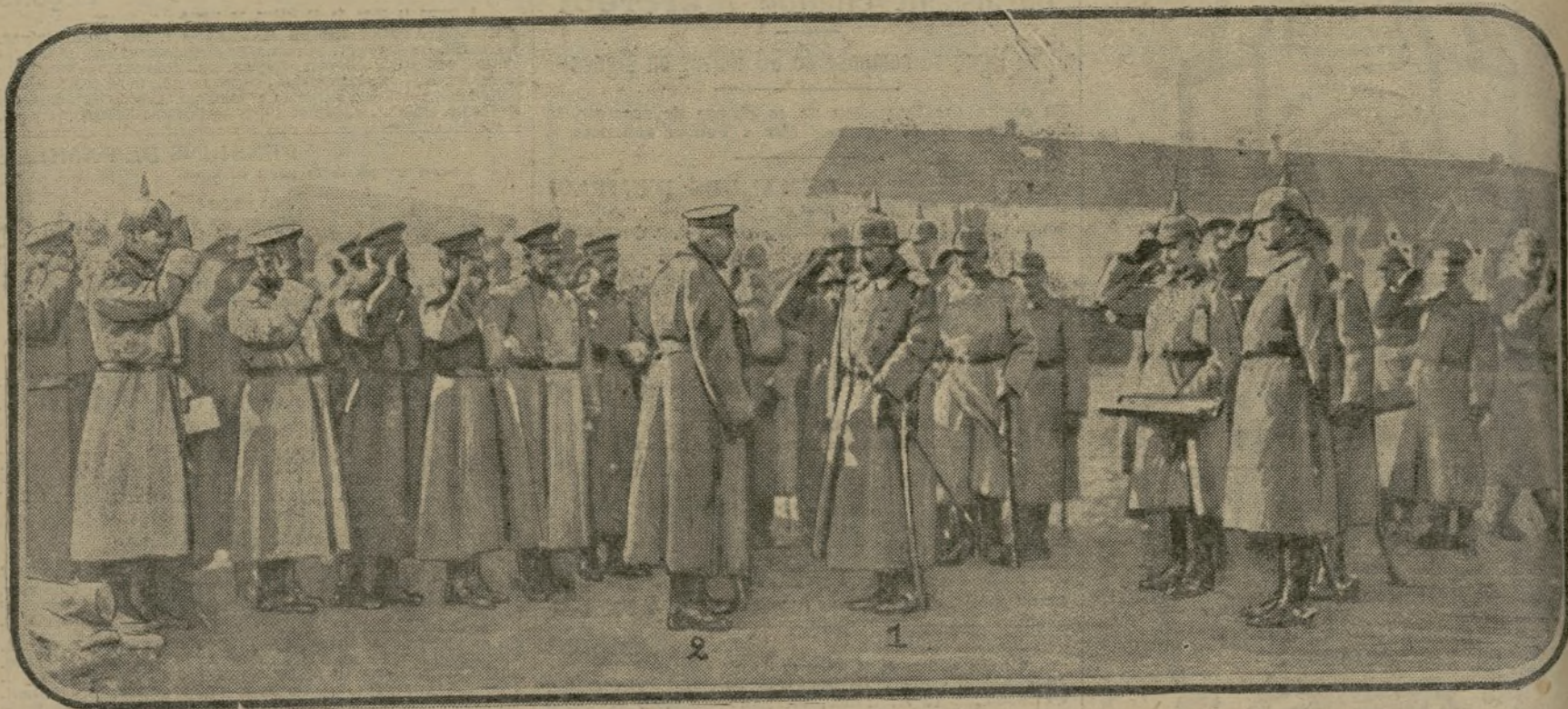
vous réveiller dès l'aube. Il ne se tenait pas de joie.
— Tu as marché, bien! ce que tu es naïve! ose donc dire que tu ne m'as pas pris pour Sœur Anastasie ou Sœur Chérie du Sacré-Cœur.
— Veux-tu bien t'en aller, Louis; ce n'est pas ta place dans une chambre de jeune fille... Si maman l'entend elle se fâchera.
— Oh! ces jeunes filles! et il pouffe. Deux sont mes sœurs et une ma cousine germaine. Tu appelles ça des jeunes filles? Mais est-ce que vous comptez, espèce de mioches? D'abord, tes rideaux sont fermés, et je n'ai pu arriver à te faire apparaître en chemise de nuit, comme Eustache de Saint-Pierre au siège de Calais. Ce que tu dois être rigolo dans cette tenue avec tes cheveux qui ébouriffent! Dis donc, est-ce que la Sœur Chérie du Sacré-Cœur a plus de chance que moi lorsqu'elle te réveille? Est-ce qu'elle te voit dans ce costume?
— Ça ne te regarde pas! Et puis, je ne veux pas que tu appelles ainsi notre Mère Générale. Tu lui donnes un nom absolument ridicule; c'est Mère Aimée de Jésus qu'elle se nomme.
— Avec ça que ce n'est pas tout pareil! Aimée de Jésus? Qu'en sait-elle? En voilà une prétentieuse!
— Louis! Je te défends de continuer ainsi! Tu joues de ce que je ne puis sortir de derrière mes rideaux pour te jeter quelque chose à la tête.
— Mais je ne demande que cela! Montre-toi donc à la fois et si tu n'es pas laide à faire peur.
— Ah! Mais tu m'agaces à la fin! va-t'en! Maman va arriver et elle sera fâchée! Tu entends?...
— Et Louis de crier à tue-tête :
— Oui! je veux bien! Je ne peux pas demeurer éternellement! Je suis pressé, Janine! Laisse, Janine!... Bon! Comme tu voudras, Janine!

Bien entendu, maman, fort intriguée, arrive savoir la cause de ce tapage et, un peu effarouchée :
— Eh bien! Louis! Mais qu'est-ce qu'il y a ?
Que fais-tu dans la chambre des filles?...
— C'est Janine qui m'a appelé, ma tante, alors...
Cris d'indignation, rires, protestations, pluie d'oreillers dans le dos de Louis qui fuit lâchement et n'ose se retourner de peur que maman ne le change en statue de sel.
Les jours s'écoulaient dans une paix profonde. Dès les premiers moments de notre arrivée, j'ai été investie par grand-père du soin d'orner la maison de fleurs et de verdure.
Ce matin, comme je passais devant la métairie, me dirigeant vers la prairie pour ramasser des crocus mauves, je me suis entendu interpellé par une voix amie :
— Bien le bonjour, not' demoiselle!
— Bonjour, Fargille! Tout le monde va bien chez vous?
— Not' demoiselle est bien brave! Allons tous not' petit bonhomme de chemin! C'est-y que vous voulez des fleurs que matin?
— Oui, ma bonne Fargille, mais je veux les cueillir moi-même, cela m'amusera. J'ai pris mon sécateur et ma corbeille...
— Je voyons bien; m'ais j'faisions le pari que not' demoiselle les cueillera point.
La paysanne rit d'un bon gros rire, puis avec un clignement d'œil expressif :
— Les bœufs étant aux champs à c'te heure! J'ai fait un bond en arrière, tandis que Fargille se tenait les côtes.
— Ah! Vous avez bien fait de me prévenir! non, certes, je n'irai pas dans votre prairie en ce moment, vos petits bœufs rouges me font trop peur. Est-ce que, l'autre jour, ils ne faisaient pas mine de courir sur moi!

— Ah! excusez donc ma pauvre p'tite bonne amie demoiselle! C'est qu'ils sont gais et aimant à ginguer un p'tit, mais sont pas mauvais plus qu'une brebis. Ne vous inquiétez pas de vos verdures, not' demoiselle, je vas vous en porter une brassée moi-même sur l'heure. Ça me fait bien trop de joie de vous servir, que vous ressembliez comme deux gouttes d'eau à not' chère défunte dame!
Ah! bonne Fargille, comme ce que vous me dites là me fait plaisir!...
Et maintenant cette heure est à moi.
Je me hâte vers la solitude charmante où j'aime tant à rêver. A l'entrée de la châtaigneraie, tout près du bois de l'Abbesse, un minuscule étang, si modeste que tous ici disent « la mare », sommeille, bien tranquille, à l'ombre des ormeaux et des peupliers.
Le soir, à l'Angelus, lorsque le ciel d'ouest est encore teinté des poussières du soleil couchant, les pâtres du village y conduisent leurs bêtes. Ils arrivent silencieux et las, poussant de l'aiguillon une velle attardée... le troupeau, lentement, entre dans l'eau fraîche et boit, tandis que sur quatre notes, le berger siffle une lente mélodie triste.
Un Millet!
A cet endroit seulement, l'abreuvoir est de plain-pied sur la route, mais tandis qu'un rideau de peupliers carolins l'entoure d'un côté, l'autre rive est encaissée par un haut talus recouvert de mousse soyeuse et fine. Là, un vieil ormeau étend son front ramifié de quatre longues branches, il avance sur l'eau verte en manière de passerelle. Les gens du pays, à cause de sa forme bizarre, l'ont surnommé la Patte d'Oie.

A suivre.

LE BATON DE MARÉCHAL DE FERDINAND



On sait que Guillaume II (1) a reconnu les « services » de son valet Ferdinand de Bulgarie (2) en lui donnant le bâton de maréchal prussien. La cérémonie où fut octroyé cet insigne eut lieu dans une cour de caserne, en présence des troupes et d'un état-major d'officiers allemands, autrichiens et bulgares.

(Document allemand.)

APRÈS LE RAID DU ZEPPELIN A SALONIQUE



L'INCENDIE DES MAGASINS GÉNÉRAUX DE LA BANQUE DE SALONIQUE, VU DE LA RADE

UNE MAISON DANS LA RUE DES TZIGANES

DES POMPIERS DE L'ARMÉE BRITANNIQUE COMBATTANT L'INCENDIE DES DÉPÔTS DE LA BANQUE DE SALONIQUE

Quand un zeppelin survola récemment Salonique, en cherchant à atteindre les locaux occupés par l'état-major français, il ne réussit qu'à toucher plusieurs immeubles en blessant d'innocentes victimes. Le feu se déclara notamment dans les magasins généraux de la Banque de Salonique ainsi que dans plusieurs maisons grecques de la ville.

Ayuntamiento de Madrid